

CONVENTION RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION

Entre La Métropole-Aix-Marseille-Provence, dont le siège est fixé au Palais du Pharo – 58 Bd Charles Livon – 13007 MARSEILLE
Conseil de Territoire Marseille Provence, représenté par son Président, Monsieur Jean MONTAGNAC dûment autorisé par délibération

ci-après dénommé Le « Conseil de Territoire Marseille Provence »,

Et L'Association Athélia Entreprendre, dont le siège est situé : 117, Avenue de la Plaine Brunette - Zone Athélia 2, 13600 La Ciotat, représentée par son Président en exercice, Monsieur Thierry Chaumont régulièrement habilité à signer la présente convention.

ci-après dénommée Athélia Entreprendre

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Missions d'ATHÉLIA ENTREPRENDRE

- Communiquer et promouvoir les valeurs d'entreprises et le développement personnel et économique des salariés comme le moteur de la profitabilité et du développement des entreprises
- Développer la culture du développement durable au service de toutes les entreprises des zones Athélia et de leurs salariés, en faveur d'un cadre de vie attractif et d'un environnement professionnel convivial
- Fédérer toutes les forces économiques régionales et les mettre à disposition du développement des entreprises d'Athélia et du bien-être de ses salariés.
- Contribuer à l'attractivité de l'environnement et à l'amélioration continue du cadre de vie de tous les acteurs des zones Athélia.
- Faire des zones d'activité actuelles et futures d'Athélia un modèle régional en terme environnemental.

Article 2 : Poursuite de ses missions

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de ces missions et décide d'apporter son soutien à ATHÉLIA ENTREPRENDRE pour la poursuite de celles-ci, conformément à son objet social.

Article 3 : Autonomie et contrôle d'ATHÉLIA ENTREPRENDRE

Juridiquement indépendante, ATHÉLIA ENTREPRENDRE jouit d'une autonomie de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette autonomie s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances statutaires créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau).

Le Conseil de Territoire Marseille Provence peut requérir, en cours d'année, toute information et tout document utile au contrôle de l'exécution des engagements pris par ATHÉLIA ENTREPRENDRE et justifiant l'octroi de subventions.

Article 4 : Moyens mis à la disposition d'ATHÉLIA ENTREPRENDRE par le Conseil de Territoire Marseille Provence

Le Conseil de Territoire Marseille Provence accorde, pour 2017, sur sa demande, après instruction du dossier et sous réserve de l'inscription des crédits au budget correspondant, une subvention d'un montant global de 5 000,00 euros.

ATHÉLIA ENTREPRENDRE peut également, de son côté, rechercher toutes les aides possibles auprès d'autres partenaires.

Article 5 : Relations entre le Conseil de Territoire Marseille Provence et ATHÉLIA ENTREPRENDRE

5.1 – Relations financières

5.1.1 – Utilisation des subventions

ATHÉLIA ENTREPRENDRE s'engage à respecter tous les textes qui régissent la vie des associations et à gérer avec toute la rigueur nécessaire les fonds qui lui sont attribués. Elle en garantira une destination conforme à son objet social.

ATHÉLIA ENTREPRENDRE devra utiliser la subvention du Conseil de Territoire Marseille Provence conformément à l'objet et à l'affectation définie par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

5.1.2 – Modalités de règlement

Le Conseil de Territoire Marseille Provence procédera au règlement de la subvention d'un montant de 5.000,00 €, sur appel de fonds d'ATHÉLIA ENTREPRENDRE, à raison de :

- 80 % à la notification de la convention,
- 20 % sera versé sur production des comptes annuels d'ATHÉLIA ENTREPRENDRE.

Les comptes annuels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses, signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- en cas de non-respect des obligations d'ATHÉLIA ENTREPRENDRE telles qu'elles sont énumérées aux articles suivants de la présente convention,

5.1.3 – Reddition des comptes :

ATHÉLIA ENTREPRENDRE, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1er janvier au 31 décembre), devra :

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, modifié par le règlement n° 2004-12 du 23 novembre 2004 (CRC) homologué par arrêté du 6 mai 2005, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice (soit, au plus tard, le 1^{er} juillet de l'année suivante).

Conformément à l'article L. 2313-1-1 du CGCT issu de l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 euros) ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le président s'engage à :

- certifier la conformité des comptes annuels ;

- communiquer au Conseil de Territoire Marseille Provence un compte rendu d'activité et un rapport financier dans les deux mois suivant la fin de l'exercice comptable, donnant l'emploi exact de la subvention du Conseil de Territoire Marseille Provence,
- communiquer au Conseil de Territoire Marseille Provence les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'Administration et du Bureau de l'association ;
- faciliter à tout moment le contrôle par le Conseil de Territoire Marseille Provence de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Conformément à l'article 612-4 du Code du commerce issu de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 modifié par la loi n° 2003-706 du 1er août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 €) de subventions publiques, ATHÉLIA ENTREPRENDRE :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, ATHÉLIA ENTREPRENDRE s'engage à transmettre au Conseil de Territoire Marseille Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

A compter du 1er janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, ATHÉLIA ENTREPRENDRE s'engage à appliquer les nouvelles directives.

Si ATHÉLIA ENTREPRENDRE accomplit des actes de commerce, elle est tenue d'être inscrite au registre de commerce. Elle fournira une attestation d'imposition fournie par le Centre des Impôts.

Elle s'engage :

- à fournir, conformément à l'article 10 al.4 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, le compte-rendu financier de l'emploi de la subvention octroyée par le Conseil de Territoire Marseille Provence dans le cadre de la présente, dans les deux mois suivant la fin de l'exercice comptable,
- à produire un compte-rendu relatant le suivi quantitatif et qualitatif de l'action dans le même délai.

5.2 – Relations contractuelles

5.2.1 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature au titre de l'exercice 2017 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

5.2.2 – Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

5.2.3 – Caducité de la convention

La présente convention sera caduque par la dissolution ou la liquidation d'ATHÉLIA ENTREPRENDRE ou dans le cas où l'activité d'ATHÉLIA ENTREPRENDRE serait inexistante du fait de la carence de ses membres.

Article 6 : Communication

ATHÉLIA ENTREPRENDRE s'engage à faire apparaître la participation financière du Conseil de Territoire Marseille Provence dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo du Conseil de Territoire Marseille Provence conformément à la charte graphique métropolitaine.

ATHÉLIA ENTREPRENDRE s'engage également à faire participer des représentants du Conseil de Territoire Marseille Provence aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations d'information, le Conseil de Territoire Marseille Provence se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

Article 7 : Intangibilité des clauses

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

Article 8 : Intuitu personae

La présente convention étant conclue «intuitu personae», l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 9 : recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence,

Jean MONTAGNAC

Pour ATHÉLIA ENTREPRENDRE,
Son Président,

Thierry CHAUMONT